

Recherches sociographiques



Jacques ROUILLARD et Henri GOULET, *Solidarité et détermination. Histoire de la Fraternité des policiers et policières de la Communauté urbaine de Montréal*

Patrice Corriveau

Volume 42, Number 1, 2001

URI: <https://id.erudit.org/iderudit/057431ar>

DOI: <https://doi.org/10.7202/057431ar>

[See table of contents](#)

Publisher(s)

Département de sociologie, Faculté des sciences sociales, Université Laval

ISSN

0034-1282 (print)

1705-6225 (digital)

[Explore this journal](#)

Cite this review

Corriveau, P. (2001). Review of [Jacques ROUILLARD et Henri GOULET, *Solidarité et détermination. Histoire de la Fraternité des policiers et policières de la Communauté urbaine de Montréal*]. *Recherches sociographiques*, 42(1), 159–162. <https://doi.org/10.7202/057431ar>

insister davantage sur ce propos en notant, par exemple, que le salaire réel moyen des travailleurs n'a pas augmenté dans les vingt-cinq dernières années. Les faibles augmentations salariales ne réussissent pas à compenser la hausse des prix, du jamais vu depuis le début du siècle sur une aussi longue période. Et pourtant, le PIB croît en terme réel tout comme la productivité du travail. En fait, les salariés, syndiqués ou non, ne profitent pas de la croissance de la richesse collective depuis un quart de siècle. La situation est la même au sud de notre frontière où, malgré ladite prospérité, le salaire médian réel des travailleurs américains en 1998 ne dépasse pas celui de 1973. Le faible niveau de chômage chez nos voisins devrait pousser les salaires à la hausse, mais ce n'est pas le cas, sauf très légèrement depuis les trois dernières années. Une étude américaine solide sur le sujet (*The State of Working America, 1998-1999*) attribue ce développement aux faibles augmentations du salaire minimum, à la croissance de l'emploi dans les industries de services généralement moins bien payés et à la faiblesse du syndicalisme dans ce pays. J'ai bien peur qu'on puisse porter le même diagnostic au Québec.

Jacques ROUILLARD

Département d'histoire,
Université de Montréal.

Jacques ROUILLARD et Henri GOULET, *Solidarité et détermination. Histoire de la Fraternité des policiers et policières de la Communauté urbaine de Montréal*, Montréal, Boréal, 1999, 365 p.

Ce livre de Jacques Rouillard et de Henri Goulet, comme l'indique son titre, relate l'histoire de la Fraternité des policiers et des policières de la Communauté urbaine de Montréal, histoire marquée par une solidarité et une détermination pratiquement à toute épreuve de la part de ses membres. Les auteurs nous présentent « les passions, les convictions, les actions et, surtout, l'engagement de policiers qui ont défendu ardemment et parfois chèrement le droit de leurs confrères et consœurs d'appartenir à un syndicat » (préface). Cette histoire du syndicalisme policier à Montréal, même si elle provient d'une demande du Conseil de direction de la Fraternité, n'est pas un hommage à la Fraternité ou « une histoire officielle ». Bien que l'on sente parfois la sympathie des auteurs à l'égard du syndicalisme, ceux-ci ont su relater les faits tels qu'ils se sont présentés à eux tout en les situant bien dans leur contexte. Forts de leur connaissance du syndicalisme québécois, ces historiens ont également été en mesure de déceler les particularités du syndicalisme policier. Leur présentation du syndicalisme policier montréalais est écrite dans une prose simple, directe, efficace et sans prétention. À l'aide de tableaux statistiques, de coupures de journaux, de procès-verbaux, d'anecdotes et de quelques photos, les auteurs ont également su agrémente la lecture de leur livre et en faciliter la compréhension.

L'ouvrage comprend cinq parties. La première, *La conquête du droit à la négociation collective (1918-1950)*, présente les circonstances sociohistoriques qui ont conduit les policiers à se regrouper et à négocier collectivement, les aléas des différentes conventions collectives, les grandes étapes qui ont marqué la vie syndicale, ses victoires, ses défaites, ses crises internes, son rôle dans l'amélioration des conditions de travail, etc. Plus particulièrement, ce premier chapitre fait état des différentes tentatives de syndicalisation des policiers qui ont précédé la création de la Fraternité des policiers de Montréal en 1950. Cette première période du syndicalisme policier est caractérisée par l'acharnement et les nombreux efforts des policiers en vue de s'unir pour améliorer leurs conditions de travail qui sont, à cette époque, pitoyables. Cette période est donc celle où les policiers montréalais apprivoisent le syndicalisme. Deux expériences syndicales voient le jour, l'Union ouvrière fédérale des policiers, n° 62 en 1918, et l'Association des policiers de Montréal en 1943. Comme le montrent les auteurs, ces deux tentatives de syndicalisation sont marquées par une lutte incessante entre les policiers et les autorités municipales. D'une part, les policiers sont désireux de se syndiquer pour améliorer leurs conditions de travail, particulièrement en matière de rémunération, et d'autre part, la ville de Montréal craint que la syndicalisation de son corps policier nuise à l'efficacité des policiers dans l'exercice de leurs fonctions et que cela porte préjudice à la sécurité publique. Cette lutte se poursuit tout au long de la syndicalisation policière.

La deuxième partie du livre, *La Fraternité : une organisation de services (1950-1960)*, débute avec la création de la Fraternité des policiers de Montréal, syndicat formé pour répondre à une obligation du législateur. Cette loi, qui vise à dissocier les différents corps policiers, isole désormais les policiers montréalais. Cet isolement a pour effet de centrer les efforts et les revendications des dirigeants de la Fraternité pour une amélioration des conditions de vie des policiers et surtout, pour la création de services directs aux membres afin de leur permettre de profiter au maximum de l'essor économique de cette décennie. À cet égard, l'augmentation des effectifs et le rapatriement du fonds de pension sont deux grandes victoires du syndicat. L'essor économique, l'assainissement de la moralité publique réclamé par le rapport Caron et promis par le maire Jean Drapeau, les grands projets métropolitains, associés à la stabilité de la direction de la Fraternité, sont autant d'éléments qui ont favorisé les revendications policières à Montréal. En effet, les conditions de travail des policiers montréalais se sont considérablement améliorées durant cette période. L'analyse de la vie interne du syndicat est également un élément passionnant de ce chapitre. Les auteurs ont su présenter les différents problèmes qui découlent de la gestion d'un syndicat aussi important que celui de la Fraternité. La seule critique, s'il en est une, concerne la partie consacrée aux femmes policières. Les auteurs ne font qu'effleurer le sujet. Peut-être aurait-il été pertinent de développer davantage cette question ? Par exemple, il aurait sans doute été intéressant de savoir comment les revendications des femmes étaient perçues par le syndicat et par l'ensemble de ses membres. Bref, ce chapitre présente de façon articulée et bien étayée les différentes raisons socioéconomiques qui ont conduit la Fraternité à améliorer la qualité de vie de ses membres en créant de nombreux services. Le rapatriement du fonds de pension, la construction du premier Centre

social, la création de la Caisse d'économie des policiers, l'élaboration de programmes d'assurance-vie et d'assurance-maladie et la Coopérative de consommation sont au nombre des éléments abordés par les auteurs pour comprendre ce qui unit aujourd'hui les policiers montréalais.

La troisième partie, *La Fraternité se radicalise (1965-1975)*, est résumée à merveille par son intitulé. En effet, « les années 1965-1975 sont marquées par une radicalisation des membres et du syndicat de la Fraternité des policiers de Montréal » (p. 133). Cette période houleuse qui bouleverse l'ensemble du Québec est difficile pour la Fraternité. Les nombreuses grèves ouvrières, la grève policière de 1969, la crise d'Octobre et l'intégration des différents services de police vont contribuer à compliquer la gestion syndicale. En outre, trois présidents se succèdent à la tête de la Fraternité et démissionnent prématurément. Le contexte qui prévaut au Québec a fait en sorte que les questions policières se retrouvent fréquemment sur l'avant-plan de la scène politique (p. 153). Aussi, la Fraternité s'engage-t-elle un syndicalisme combatif, non plus axé sur les services corporatifs mais davantage sur la création d'un rapport de force avec l'État. En cela, la Fraternité semble suivre l'ensemble du mouvement syndical au Québec. Ce chapitre s'intéresse particulièrement aux événements qui ont conduit à la grève de 1969, à la grève elle-même, et finalement, aux conséquences de cette grève. Cette partie du livre, est, à notre avis, la plus intéressante de l'ouvrage. La justesse du propos, appuyé par des photographies et des coupures de presse, est riche en éléments d'analyse. En outre, les auteurs montrent très bien le rôle qu'a joué la grève dans la création de la Communauté urbaine de Montréal et de son service de police en 1972. Pour les policiers, cet événement sera marquant. « Il nous apparaît que l'autorité dont jouit la Fraternité de nos jours découle largement de son action dans les années 70 » (p. 193).

La quatrième partie, *La Fraternité en contexte de décroissance des services (1975-1988)*, présente les événements qui ont conduit à la réduction des effectifs policiers et des services offerts à la population. Malgré cette diminution des effectifs, occasionnée entre autres par la crise économique de 1981-1982, la Fraternité réussit à améliorer les conditions de travail des policiers. Les priorités du syndicat se transforment selon la conjoncture sociale, économique et politique de cette période. Son militantisme devient à cet égard plus politique. Les nombreuses réformes de la CUM y sont pour beaucoup. La Fraternité cherche d'une part, à conserver ses acquis, ses services à la population et ses effectifs, et d'autre part, milite farouchement pour l'amélioration des conditions de travail de ses membres grâce aux conventions collectives. Ce chapitre, à cause de nombreux retours en arrière, est moins fluide que les précédents. Toutefois, son résumé, comme tous les autres d'ailleurs, permet de rattraper les aléas de la présentation.

La cinquième et dernière partie, *La Fraternité : une forteresse assiégée (1988-1998)*, résume bien la difficulté de la Fraternité à conserver ses acquis. Le contexte économique défavorable, le taux de chômage élevé et le désir de la CUM de diminuer ses dépenses freinent le militantisme syndical. Celui-ci est désormais placé dans une position défensive. Sur le plan de la gestion interne, la Fraternité subit également un chambardement. La mise sur pied de la police communautaire, le contentieux de la

Fraternité avec la Fédération des policiers du Québec, les nombreuses accusations de brutalité policière jouent un rôle prépondérant dans la restructuration de la Fraternité des policiers et policières de la Communauté urbaine de Montréal, nom adopté en 1990. Les auteurs analysent donc, à tour de rôle, chacun de ces grands dossiers en présentant les enjeux et les conséquences de ceux-ci sur le travail policier et le rôle de la Fraternité.

Cet ouvrage sur le syndicalisme policier montréalais atteint son objectif. Il permet de mieux comprendre ce syndicalisme, son histoire, ses enjeux, ses luttes. La qualité de la recherche historique, la pertinence de l'analyse contextuelle mais surtout le dynamisme du propos rendent ce livre très intéressant, malgré son sujet plutôt spécialisé.

Patrice CORRIVEAU

Jacques SAINT-PIERRE, *Histoire de la Coopérative fédérée : l'industrie de la terre*, Sainte-Foy, Les Presses de l'Université Laval et Les Éditions de l'IQRC, 1997, 287 p.

Diane SAINT-PIERRE, *La mutualité-incendie au Québec depuis 1835 : au cœur de l'histoire de Promutuel*, Sillery, Promutuel, 1997, 234 p.

Comme le secrétaire général de la Coopérative fédérée m'avait demandé en 1987 de présenter une proposition pour rédiger une histoire de l'institution et comme j'ai aussi été consulté par la vice-présidente aux ressources humaines et au développement du Groupe Promutuel lorsque le projet d'une histoire de cette institution a été lancé, j'ai longtemps hésité avant de remettre ces comptes rendus de crainte d'être taxé de conflit d'intérêt. Étant donné que je connais un peu les sujets abordés, j'ai fini par accepter de le faire.

Voici donc deux autres livres qui viennent s'ajouter à la liste des histoires d'institutions coopératives et mutuelles québécoises. Résultats de recherches menées à l'INRS-Culture et Société, ces nouveaux ouvrages bien écrits et joliment illustrés sauront certainement réjouir les dirigeants et les membres des institutions concernées et satisfaire les lecteurs qui veulent connaître les grandes étapes de leur développement, les grands traits de leurs structures organisationnelles, leurs activités et leurs résultats. Cela n'en fait pas pour autant des ouvrages qui ont une solide valeur scientifique.

Dès la table des matières, *l'Histoire de la Coopérative fédérée* nous fait douter de la pertinence du plan adopté par Jacques Saint-Pierre, doute qui se transforme en certitude à mesure que nous avançons dans la lecture. Nous nous perdons dans plusieurs chapitres qui se chevauchent, construits selon une logique d'autant plus difficile à saisir qu'elle n'est aucunement expliquée. Si l'auteur a voulu éviter l'accu-